

L'optimisation des territoires en Syrie : pouvoir et communautarisme

Fabrice BALANCHE¹

¹ Université Lumière Lyon II - GREMMO - UMR 5195 - Maison de l'Orient et de la Méditerranée
7, rue Raulin - 69365 Lyon Cedex 07
balanche.f@wanadoo.fr

Mots clés : Syrie, discontinuité, communautarisme, développement, réseau.

L'optimisation du territoire dans le sens du développement économique et social apparaît globalement comme une norme des politiques publiques dans les pays du Nord. Les sociétés locales peuvent se montrer rétives lorsqu'elles ne sont pas convaincues du bien fonder de ces politiques ou parce qu'elles s'opposent aux modalités de l'optimisation, mais globalement le développement économique s'impose comme une norme, seules les voies pour y parvenir divergent. En revanche ce n'est pas le cas dans beaucoup de pays du Sud lorsque l'État est incapable d'assurer la paix sociale et la confiance entre les acteurs du territoire. Par ailleurs, les politiques de développement masquent souvent un puissant machiavélisme politique. Pour illustrer notre propos, nous prendrons l'exemple de la Syrie, un pays où les relations de pouvoir priment sur l'efficacité économique, où les clivages ethniques, confessionnels et claniques limitent l'efficacité des actions publiques et le développement endogène.

La Syrie est un pays multicommunautaire. Sur le plan religieux, les musulmans sunnites dominent largement : plus de 70% de la population, puis viennent les alaouites, secte musulmane hétérodoxe : 10 à 15%, les chrétiens : moins de 8%, les druzes : 3% et les ismaéliens 1%. Le 8 mars 1963, un coup d'État militaire a porté à la tête de l'État syrien un groupe d'officiers dont la majorité est issue de la petite bourgeoisie rurale des provinces périphériques ; la plupart d'entre eux appartiennent à des groupes de confessions minoritaires : alaouite, druze, chrétienne et ismaélienne. Ces militaires sont également membres du parti Ba'th arabe socialiste. Mais dès la fin des années 1960, les alaouites avaient éliminé des postes clés les autres groupes minoritaires et en 1970, le coup d'État d'Hafez El Assad marquait la main mise sur le pouvoir d'une *'asabiyya* (un groupe de solidarité) à base communautaire et non plus d'un groupe politique.

Le régime baathiste applique une politique économique dirigiste caractéristique du mode de développement auto-centré. L'optimisation du territoire consiste à réaliser l'intégration nationale au sein d'un marché unique et protégé : nationalisation, réforme agraire, développement de l'industrie, renforcement du maillage administratif... La réforme agraire doit permettre de faire de la Syrie un pays autosuffisant et

exportateur de produits agricoles et sortir le monde rural de la misère. En réalité, les buts sont avant tout politiques : éliminer la bourgeoisie terrienne, classe politique concurrente à la petite bourgeoisie baathiste qui prend le pouvoir et élargir la base sociale du nouveau régime. L'aménagement du territoire est dicté par le clientélisme politique et l'obsession sécuritaire. La libéralisation économique récente subit également ces impératifs ce qui limite sa portée.

Les clivages communautaires en Syrie, mais aussi les rivalités claniques créent des discontinuités territoriales. On change de territoire en traversant la montagne alaouite, en s'écartant de l'autoroute vers le Djebel Druze, en traversant une rue à Lattaquié, ville partagée entre alaouite et sunnite. La tenue vestimentaire des femmes, le regard que l'on vous porte, l'ambiance générale indiquent que vous avez changé de territoire. Mais cela ne s'arrête pas là, car les investissements publics et privés dépendent aussi du territoire. En Syrie, la bourgeoisie sunnite, qui conserve le pouvoir économique, n'investit pas dans les territoires alaouite et druze. Au sein de la région alaouite, les investissements touristiques se produisent dans les enclaves chrétiennes et sunnites, relais des grandes métropoles de l'intérieur (Damas, Alep, Homs, Hama). L'État quant à lui investit dans les lieux qui lui sont fidèles, c'est-à-dire la région côtière, fief de la communauté alaouite.

Les communautés considèrent qu'elles peuvent mieux valoriser leur capital territorial que l'État. Ce dernier est considéré comme un prédateur, une entité entre les mains d'un clan, par conséquent il faut s'en préserver. Seuls les proches du pouvoir acceptent les interventions de l'État. Il faut donc avoir une lecture du territoire différente, car elle ne répond pas aux modèles construits en Occident sur la base d'un territoire homogène. L'hétérogénéité communautaire introduit des discontinuités dans l'aménagement et le développement du territoire national. L'optimisation des territoires, dans le sens d'un développement économique durable, exige la création de réseaux sociaux multicommunautaires. Les territoires où règne une bonne entente entre les différentes communautés sont dynamiques, en revanche les territoires où les communautés vivent cloisonnées stagnent ou déclinent.